

AVANT-GARDE

Collectif révolution permanente au Canada

Québec Solidaire, un piège pour la classe ouvrière 2

L'État bourgeois interdit la grève des grutiers 6

Trump déclenche la guerre économique 7

ABC du marxisme : l'État 12



QUÉBEC SOLIDAIRE, UN PIÈGE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Le parti Québec Solidaire (QS), qui résulte depuis maintenant douze ans de la fusion de sociaux-démocrates, de staliniens et de nationalistes petits-bourgeois, suscite un certain engouement dans une frange de la petite bourgeoisie et même de la classe ouvrière québécoises. Il a obtenu 7,6 % des voix au Québec lors des élections d'avril 2014.

Ce succès a rallié la plupart des courants prétendument trotskystes qui cherchent éperdument un substitut à la classe ouvrière et à la difficile construction de son parti mondial de la révolution socialiste :

- Gauche Socialiste (rattachée au secrétariat unifié de la « 4e Internationale » constitué en 1963 par Mandel, Hansen et Moreno),
- Socialisme International (rattaché à la Tendence Socialiste Internationale fondée par Cliff dans les années 1990),
- Alternative Socialiste (rattachée au Comité pour une Internationale Ouvrière fondé en 1973 par Grant),
- La Riposte Socialiste (rattachée à la Tendence Marxiste Internationale fondée en 2006 par Grant).

Ils ont été autorisés, comme les défenseurs des droits des animaux, à former des « collectifs » à l'intérieur du parti.

QS se présente comme une alternative aux partis de la bourgeoisie au Québec, c'est-à-dire le Parti Libéral, le Parti Québécois et la Coalition Avenir Québec. Mais est-ce vraiment le cas ? C'est ce que nous allons examiner.

Québec Solidaire se situe sur les plans idéologique et programmatique dans le courant de la « nouvelle gauche post-soviétique », qui ne se réclame pas du socialisme et qui craint comme la peste d'être associée non seulement au stalinisme et à l'ancien État ouvrier dégénéré mais à tout ce qui évoquerait le bolchevisme, les soviets et la révolution russe, c'est-à-dire le seul cas de prise de pouvoir par la classe ouvrière à l'échelle de tout un pays.

« HUMANISER » L'EXPLOITATION ?

Le capitalisme est caractérisé par le fait que l'égalité juridique est une fiction tant que la majorité des humains est obligée de vendre sa force de travail à une minorité qui détient les moyens de production. Or, le programme économique de QS prétend « humaniser le travail » (p. 15), « rééquilibrer » la relation « entre employés et employeurs » (p. 18), sans remettre en cause le fait qu'il y ait des « employeurs » et des « employés ».

Pour faire contrepoids à cette domination patronale, il est essentiel de revoir et d'étendre les droits syndicaux des salarié-es. (QS, Pour une économie solidaire, écologique et démocratique, novembre 2009–mai 2016, p. 18)

La hausse du salaire minimum à 15\$/heure est endossée par QS [voir *Avant-Garde* n° 1]. Mais QS pérennise l'exploitation capitaliste.

Certes, le plein emploi fait partie des objectifs affichés par de QS, mais le Parti Libéral, le Parti Québécois, le Parti Conservateur ne sont pas non plus avares de promesses sur l'emploi. QS se distingue des partis bourgeois en avançant le moyen la réduction de la semaine de travail à 35 heures et ensuite 32

heures sans perte de salaire. Au Canada comme ailleurs, la classe ouvrière a en effet lutté, dès son apparition, pour limiter le temps de travail.

L'un des enjeux principaux des batailles livrées par les premiers syndicats canadiens est la réduction de la journée de travail. En 1833, le syndicat des charpentiers de Montréal mène une bataille victorieuse pour la diminution du nombre d'heures de 12 à 10. (Gill, L'Économie capitaliste, t. 1, 1976, ch. 4)

Reste que ce genre de promesse électorale est généralement oublié quand le parti « progressiste », comme se qualifie QS, accède du pouvoir, seul ou en coalition.

Et il n'y a aucune raison, du point de vue de la classe ouvrière, de limiter à 35 heures a priori.

Le plein emploi est une revendication complètement utopique et irréalisable dans le cadre du système capitaliste. En effet, le capitalisme engendre une réserve permanente de chômeurs et de chômeuses qui sert à exercer une pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital. (Marx, Le Capital, I, 1867, ch. 23)

L'armée de réserve constitue avant tout un phénomène mondial. La majorité des chômeurs se trouve dans les pays dominés. Pourtant, même dans un pays impérialiste comme le Canada, malgré la reprise en cours, plus de 1,1 million de travailleurs (5,8 % de la population active) sont officiellement au chômage.

D'où la revendication transitoire de l'échelle mobile des heures de travail jusqu'à disparition du chômage comme le posait correctement le programme de transition adopté par la Quatrième Internationale en 1938. Elle pose le problème du renversement de la bourgeoisie et de la formation d'un gouvernement ouvrier.

Certes, QS défend les libertés démocratiques, accepte les réfugiés (qui devront apprendre le français), met de l'avant les luttes féministes ou LGBT et veut, dit-il, préserver l'environnement. Toutes ces choses sont louables mais c'est aussi le cas des Grünen d'Allemagne ou d'EELV de France dont la participation aux gouvernements n'a pas changé la société. Même le parti bourgeois au pouvoir au Canada est capable de concessions dans ce domaine.

Nous veillerons à ce que les droits des personnes transgenres soient reconnus en tant que droits de la personne et soient pleinement protégés. (Parti Libéral, Plate-forme Changer ensemble, juin 2015)

Les communistes internationalistes défendent les droits des femmes et des minorités, mais à travers la centralité de la classe ouvrière et non dans une perspective communautariste. Sans révolution sociale, le progrès est lent, incomplet et fragile. Rappelons que la révolution d'Octobre a plus fait pour l'émancipation des femmes et pour la dépénalisation de l'homosexualité que tous les libéraux (« progressistes », dirait QS) bourgeois et petits-bourgeois, malgré l'arriération économique et culturelle de la Russie.

MAINTENIR « L'ÉCONOMIE PRIVÉE » ?

Vous ne trouverez aucune référence au socialisme et à l'économie planifiée dans le programme de QS. Il est question d'économie participative, sans vraiment spécifier ce que ce terme vague et ambigu signifie réellement. On parle d'une « économie solidaire et démocratique » comme alternative aux « élites économiques » et aux vilains « ténors du néolibéralisme », terme à la mode chez les intellectuels petits-bourgeois et les partis « réformistes » qui ne veulent pas remettre en question le système capitaliste à sa racine (la propriété privée des moyens de production, l'exploitation, la valeur).

Nous proposons une économie plurielle. (QS, Pour une économie solidaire, écologique et démocratique, p. 5)

Québec solidaire propose de sortir du modèle économique dual (privé-public) pour adopter un modèle quadripartite : une économie sociale composée d'entreprises à finalité sociale et à but non lucratif... ; une économie domestique essentielle qui repose sur les services rendus dans la famille... ; une économie publique, étatique et paraétatique, dont le rôle social doit être revalorisé... ; une économie privée composée d'entreprises dont le but est de produire et de vendre des produits et des services. (p. 6)

Il est proposé de construire à côté des groupes privés une économie publique forte avec la nationalisation de grandes entreprises stratégiques, de développer aussi une économie sociale avec le secteur communautaire et les coopératives et, bien sûr, de laisser une certaine place aux PME (petites et moyennes entreprises) censées être plus humaines et moins cupides que le grand capital !

Il n'est pas non plus mentionné si les nationalisations seraient effectuées avec ou sans indemnisations, ce qui n'est pas un petit détail. Les capitalistes doivent être expropriés et non dédommagés pour tous les dégâts qu'ils nous ont fait subir.

DES BANQUES SANS SPÉCULATION ?

Il n'est même pas exigé de nationaliser toutes les banques. La création d'une banque d'État est envisagée à côté des banques privées (p. 8) et en acceptant le maintien d'un marché bancaire puisque la banque de l'État serait mise en concurrence avec les banques privées.

Afin de concurrencer les banques privées et ainsi fournir des services de proximité et abordables pour la population, il est proposé d'instituer une banque d'État, soit par la création d'une nouvelle institution, soit par la nationalisation partielle du système bancaire. (QS, Pour une économie solidaire, écologique et démocratique, p. 8)

L'aspect le plus absurde est la prétention de QS d'interdire aux banques privées toute spéculation.

Réglementer le système bancaire afin que la spéculation, notamment sur les devises, soit interdite. (p. 8)

En même temps, QS réclame la « maîtrise de sa politique monétaire » (*Un pays démocratique et pluriel*, p. 5). Si le Québec indépendant garde le dollar canadien, la politique monétaire restera aux mains de la Bank of Canada. Sinon, la création d'une nouvelle monnaie reposant sur la seule économie québécoise au lieu de l'économie de tout le Canada augmentera les incertitudes de change et donc la spéculation sur les devises.

Même si les banques privées étaient interdites de spéculer sur les devises, cela ne mettrait pas fin à la spéculation sur les

marchés de change où interviennent d'autres sociétés financières (dont les fonds spéculatifs ou hedge funds) et nombre de multinationales. Même les groupes capitalistes du commerce et de l'industrie spéculent, c'est -à-dire tentent de gagner plus d'argent en pariant sur la hausse (ou la baisse) d'un actif sur un marché qu'ils connaissent, voire influencent. Même les banques étatisées spéculent. Si une banque est privée, elle vise le profit. Si elle vise le profit, comment peut-elle perdre une occasion d'en faire sur les taux de change des devises, le cours des matières premières, le rendement des obligations, le cours des actions ou les multiples produits financiers dérivés ? Une banque québécoise devra-t-elle refuser de créer tout produit financier dérivé si une entreprise non financière lui demande, pour éviter le risque de change, un contrat à terme sur devise ou une option sur devise ?

Quel expert de QS saura démêler l'intention de spéculer des autres motifs de la banque privée ? Ce genre de proposition attirait déjà des sarcasmes des communistes voici plus d'un siècle.

Quant aux capitaux des banques, l'auteur les divise en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations boursières et financières), estimant, du point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre qu'on peut en régime capitaliste distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier. (Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916, ch. 3)

On ne peut pas plus prendre au sérieux un parti dont le programme est de priver les banques de toute spéculation que quelqu'un qui voudrait obliger les lions à se nourrir de légumes.

DES « BIENS COMMUNS » COEXISTANT AVEC LE GRAND CAPITAL ?

De même, QS prône l'harmonie entre les classes sociales au nom du « bien commun ». On croirait lire la doctrine sociale de l'Église catholique qui a été très présente dans l'histoire du Québec au siècle dernier, étant donné notre passé clérical. L'influence du catholicisme social se fait sentir dans les groupes communautaires, dont QS est proche idéologiquement, car ceux-ci font appel à la « compassion » des gouvernants envers les gouvernés et ils reçoivent des subventions de l'Église catholique. Le « bien commun » est la tarte à la crème de tous les néo-réformistes, de ceux qui sont allés au gouvernement dans le cadre du capitalisme comme Syriza en Grèce et le PRC en Italie en passant par ceux qui font encore illusion comme Podemos en Espagne ou le NPA et LFI en France, mais il a rarement été employé dans un sens aussi vague.

Le bien commun réside dans la sécurité économique de chaque personne... Le bien commun réside aussi dans la production et le



partage collectifs de la richesse. (QS, Pour une économie solidaire, écologique et démocratique, p. 5)

Quand il lui arrive, une seule fois, d'être plus précis, c'est pour adopter une variante de l'économie dominante (Ostrom, Rifkin, Bauwens...) selon laquelle il y aurait des biens dont la nature est d'être légitimement appropriés, privés, transformés en capital, à côté d'autres de nature différente, comme l'eau.

L'eau douce, qu'elle soit de surface ou souterraine, doit être considérée comme un bien commun non-marchand accessible à tous. (QS, Pour une économie solidaire, écologique et démocratique, p. 13)

Pourquoi se limiter à l'eau ? Et quels sont les biens qui doivent rester privatifs, marchands ? Pour notre part, nous pensons que toutes les ressources naturelles et les principaux moyens de production que l'humanité a créés relèvent de la collectivisation et de la socialisation.

La Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. (Marx, La Guerre civile en France, 1871, ch. 3)

Il y a trois références également à l'autogestion (p. 5, p. 7) alors que ce concept a tout été dénaturé que celui de socialisme par la bourgeoisie algérienne naissante sous la direction de Ben Bella et par la bureaucratie yougoslave sous le règne de Tito. En fait, la « démocratie participative » sera, au mieux, la « cogestion » allemande, scandinave ou étasunienne où les bureaucrates syndicaux corrompus sont les partenaires mineurs du grand capital.

La population sera appelée en permanence à débattre et décider des enjeux qui la concernent et ce, à tous les niveaux, de l'entreprise à l'État, du quartier à la région. (QS, Un pays démocratique et pluriel, novembre 2009–mai 2016, p. 10)

Si les travailleurs ne dirigent pas eux-mêmes le pays et n'ont pas pris leur pouvoir après avoir détruit l'État bourgeois, l'autogestion devient un leurre et même les divise entre eux. En effet, il est parfaitement illusoire de parler de gestion d'entreprises par les travailleurs et les travailleuses, alors qu'ils restent désarmés et dépossédés du contrôle de l'ensemble de l'économie et que l'État bourgeois perdure.

Comme l'ont montré la révolution russe de 1917, la révolution allemande de 1918, la révolution espagnole de 1936 et la révolution portugaise de 1974, les initiatives des exploités, le contrôle de l'usine, l'expropriation des terres... soit débouchent sur la prise du pouvoir par les exploités pour les garantir, soit sont combattues pied à pied par les exploités puis annihilées par l'appareil répressif de l'État.

Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, il faut des changements sociaux généraux, changements dans les conditions générales de la société qui ne peuvent être réalisés que par le moyen de la puissance organisée de la société - le pouvoir d'État arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, et transféré aux mains des producteurs eux-mêmes. (Marx, Instructions pour les délégués du conseil central de l'AIT, septembre 1866, point 5)

LA DIVISION ACCENTUÉE DU PROLÉTARIAT

Sur le plan de la question nationale, le programme politique de QS prône l'indépendance du Québec et la mise en place d'une assemblée constituante pour favoriser le processus d'accession à l'indépendance et la réalisation de la souveraineté dite populaire. Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur conscient ne peut croire que l'usage d'une langue, quelle qu'elle soit, est une garantie de démocratie, contrairement à ce qu'affirme sans rire QS.

La langue n'est pas seulement l'expression d'une culture mais aussi l'instrument d'un projet démocratique. (QS, Un pays démocratique et pluriel, p. 15)

La langue française a été celle de Molière, Voltaire, Hugo et Rimbaud mais aussi celle de Bossuet, Gobineau, Barrès et Céline ; celle de Robespierre, de Babeuf et de Lafargue mais aussi celle de Thiers, de Pétain et de Massu ; celle de Toussaint-Louverture mais aussi de Mobutu.

L'assemblée constituante, présentée comme « un acte démocratique par excellence » (programme politique, p. 8), est très étrange pour le Québec et le Canada, qui ne sont plus depuis longtemps des colonies, qui ont réalisé pour l'essentiel les tâches démocratiques bourgeoises et où les travailleurs des deux sexes ont obtenue depuis longtemps les libertés démocratiques dont ils ont besoin.

Le Canada est, bien sûr, officiellement une monarchie constitutionnelle dont le chef d'État est théoriquement la reine d'Angleterre. Cette dernière est représentée par un gouverneur général grassement payé aux frais de la classe ouvrière et par un lieutenant-gouverneur dans chaque province. Ce sont des résidus monarchiques qu'il faut éliminer résolument, mais l'instauration d'une république bourgeoise et l'adoption d'une nouvelle constitution ne sont pas une solution pour la classe ouvrière. Ce type de mesure ne vise qu'à replâtrer et à réaménager la démocratie bourgeoise dans un sens moins défavorable aux travailleurs et aux travailleuses. En outre, la création d'une frontière entre le Québec et le Canada risque de se révéler bien plus coûteuse pour les masses du Québec que l'entretien des parasites de la monarchie anglaise.

La stratégie d'assemblée constituante se ramène à la séparation du Québec et à la collaboration qu'implique entre les classes du nouvel État.

Afin de permettre au peuple québécois d'exercer sa souveraineté populaire, QS s'engage à enclencher, dès son arrivée au pouvoir, une démarche d'Assemblée constituante... Le mode de scrutin assurera la représentation proportionnelle des tendances et des différents milieux socio-économiques présents au sein de la société québécoise. (QS, Un pays démocratique et pluriel, p. 6)

Les travailleurs conscients du Canada sont résolument opposés à l'État bourgeois canadien et n'ont aucune raison de préconiser le maintien du fédéralisme actuel. Pour l'unité de tous les prolétaires, ils défendent le droit du Québec et des nations autochtones à l'autodétermination, jusqu'à et y compris la sécession, contre toute tentative de l'État canadien de les garder de force dans le Canada.

Pour les mêmes raisons, les travailleurs conscients ne préconisent pas, à l'encontre de QS, la séparation. QS prétend stupidement que l'indépendance économique se décide et qu'elle suit naturellement l'indépendance politique.

Le Québec souverain pourra refuser la domination économique. (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 5)

Mais l'indépendance politique du Québec aboutirait à un petit État supplémentaire qui resterait dans l'orbite de l'impérialisme canadien ou tomberait dans celle de l'impérialisme états-unien ou français.

Il est question d'une « politique migratoire » parmi les attributs de la souveraineté (p. 5), ce qui revient toujours à diviser les travailleurs et à créer une couche de migrants illégaux surexploités. Pour avoir les droits politiques, les migrants légaux devront, eux, attendre au moins deux ans (p. 10).

Malgré toutes ses précautions et contorsions langagières, QS infligerait aux anglophones et aux nations autochtones l'éclatement entre deux États et leur imposerait le corset de son assemblée constituante.

L'Assemblée nationale invitera les nations autochtones à se joindre à cet exercice démocratique par les moyens qu'elles décideront, y compris, si c'est leur volonté, en leur accordant une place importante dans le cadre même de l'Assemblée constituante. (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 6)

Ce qui vaut pour la « nation québécoise » ne vaut pas pour les descendants des peuples victimes de la colonisation anglaise et française puisque QS ne reconnaît jamais clairement leur droit de se séparer.

La nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains. (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 9)

Un processus de co-inclusion continu et réciproque fondé sur des rapports égalitaires, reconnaissant les Premières nations. (p. 15)

POUR UNE POLICE BOURGEOISE QUÉBÉCOISE, POUR LES INTERVENTIONS MILITAIRES DE L'ONU ?

QS, nous l'avons vu, prétend que des nationalisations partielles, dans le cadre d'un petit État supplémentaire, apporteraient les plus grands bienfaits aux peuples du Québec (Français, Anglais, peuples premiers, immigrés).

D'autres parties de son programme confirment qu'il défend l'appareil répressif de l'État bourgeois, que ce soit dans la province ou à l'échelle internationale. QS écarte la revendication démocratique élémentaire de la milice, de l'armement du peuple.

Nous proposons l'armement universel du peuple et son instruction complète dans le maniement des armes. (Marx, *Instructions pour les délégués du conseil central de l'AIT*, septembre 1866, point 10)

Les mots d'ordre d'esprit démocratique conséquent (république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, etc.) unissent le prolétariat, les masses laborieuses... (Lénine, *Thèses sur la question nationale*, juin 1913, thèse 7)

Par contre, il sème des illusions sur la police bourgeoise.

Un gouvernement solidaire accordera une importance particulière à la promotion et à la réalisation de la mission première de la police, à savoir : protéger les personnes et l'exercice de leurs droits et libertés... qui garantira la confiance des citoyennes et citoyens à l'endroit de l'institution. (QS, *Bâtir ensemble un Québec solidaire*, mai 2017, p. 7)

De même, si QS veut sortir de l'OTAN et bavarder sur la paix, mais il est prêt à soutenir les interventions militaires des grandes puissances, si elles sont approuvées par l'ONU.

Un Québec indépendant, un gouvernement solidaire... exclura la participation aux instances internationales contribuant au militarisme et à l'interventionnisme sans mandat de l'ONU. (QS, *Bâtir ensemble un Québec solidaire*, p. 31)

Autrement dit, l'agression impérialiste dont l'armée canadienne de 1950 contre la révolution chinoise et coréenne était une intervention légitime, car approuvée par l'ONU (résolutions 83, 84). De même, l'invasion avec l'armée canadienne de l'Irak en 1990-1991 (résolutions 665, 678) et les bombardements de la Serbie en 1998-1999 avec l'armée canadienne (résolution 1199).

UN RECYCLAGE DE RÉFORMISME ET DE NATIONALISME

De tout ce qui précède, la nature de QS est d'être un parti petit-bourgeois démocratique. Il est proche de La France Insoumise, un parti français bâti autour d'un chef suprême issu du Parti Socialiste, Jean-Luc Mélenchon, avec qui il entretient des relations fraternelles. Les deux partis ont en commun une ligne politique nationaliste, populiste et protectionniste, éloignée de toute perspective socialiste et internationaliste.

LFI tente de supplanter les partis sociaux-impérialistes français (PS et PCF) ; QS tente de constituer un parti ouvrier bourgeois de masse qui n'a jamais existé au Québec. En effet, le nationalisme bourgeois a, en quelque sorte, volé sa place. QS tente donc de rivaliser sur sa gauche avec le Parti Québécois (PQ) qui a montré au gouvernement (1976-2014) son incapacité à obtenir l'indépendance et son caractère anti-ouvrier, comme les partis nationalistes CDC-PDeCat et ERC en Catalogne (1980-2003, 2010-2017).

Tout le verbiage de QS aboutit à subordonner politiquement les travailleurs francophones à la fraction québécoise des capitalistes.

Québec solidaire visera graduellement à construire une alliance démocratique, sociale et nationale pour regrouper l'ensemble des forces syndicales, populaires, féministes, étudiantes, écologistes et les partis souverainistes autour de la reconnaissance de la souveraineté populaire qui se concrétise par l'élection d'une Assemblée constituante. (QS, *Un pays démocratique et pluriel*, p. 7)

Selon QS, les organisations des exploités et des opprimés doivent se ranger sous les ordres des partis d'autres classes (les souverainistes du QS petit-bourgeois et du PQ bourgeois). Elles devraient adopter un objectif qui leur est étranger (la séparation du Québec du Canada). Or, la première condition de la lutte de classe est l'indépendance de ses organisations, syndicats inclus, vis-à-vis de la bourgeoisie, de ses partis, de son État.

Le nationalisme promu par le Parti Québécois et Québec Solidaire est une source de division pour la classe ouvrière du Québec. La majorité francophone de la province ne doit pas succomber aux sirènes chauvines du séparatisme. La classe ouvrière canadienne-anglaise, de son côté, doit combattre résolument le chauvinisme anglo-canadien et l'État fédéral canadien. Nous sommes bien loin des bavardages creux de QS sur l'assemblée constituante et des avantages illusoire que procurerait l'indépendance !

QS fait passer l'État comme neutre, au-dessus des intérêts de classe. On peut mesurer sur ce sujet comme tous les autres la profondeur des illusions de QS envers l'État bourgeois, qui

pourrait devenir, à condition qu'il soit « québécois », un instrument pour défendre la classe ouvrière et les opprimés.

Sa stratégie politique est purement et platement électoraliste avec le slogan creux « parti de la rue et des urnes », mais en fait surtout parti des urnes. Même s'il se présente à l'occasion comme le parti des travailleurs et des travailleuses du Québec, QS n'a strictement rien à voir avec la défense des intérêts prolétariens. Il sert la bourgeoisie.

Les marxistes internationalistes sont pour une lutte de classe unifiée à travers tout le Canada contre la bourgeoisie impérialiste canadienne et pour y arriver nous travaillons à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire pancanadien et multinational. La solution ultime aux problèmes nationaux réside en la création d'une fédération socialiste nord-américaine avec la reconnaissance pleine et entière des différentes nations qui la composeront, dont le Québec et les Premières Nations. Une

telle fédération permettra l'épanouissement de la langue française et de la culture québécoise. Il n'y a pas de substitut à la création d'un parti prolétarien révolutionnaire et internationaliste au Québec et dans tout le Canada, en tant que section d'une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Ce qui n'exclut pas des tactiques de front unique ouvrier sur des questions ponctuelles, mais en maintenant fermement les positions programmatiques et de principes.

Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales et à faire tomber les barrières nationales, tout ce qui rend la liaison entre nationalités de plus en plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés de la petite bourgeoisie nationaliste réactionnaire. (Lénine, Notes critiques sur la question nationale, décembre 1913, ch. 4)

30 avril 2018

JUIN 2018 : GRÈVE DES GRUTIERS AU QUÉBEC

Les grutiers québécois ont déclenché une grève déclarée « illégale » le 18 juin dernier jusqu'au 25 juin. Une grève « illégale » selon les standards de l'État bourgeois, car elle ne fut pas déclenchée après l'échéance de leur convention collective. Les travailleurs et les travailleuses du Québec, tout comme du reste du Canada, sont censés attendre l'autorisation de la classe dominante pour exercer un droit aussi élémentaire que celui de faire la grève pour défendre leurs intérêts face à des patrons de plus en plus voraces. La sécurité était au cœur des revendications des grutiers, car la Commission de la construction du Québec, qui contrôle le secteur de la construction dans la province, a décidé de mettre en vigueur une nouvelle réglementation le 14 mai dernier qui n'oblige plus à détenir un diplôme d'études professionnelles (DEP) pour opérer une grue. Le métier de grutier comporte des dangers, parfois mortels, et le fait d'alléger la qualification est une décision complètement irresponsable qui démontre le mépris total des capitalistes pour la santé et la sécurité au travail.

Le gouvernement provincial de Philippe Couillard (Parti Libéral), les médias bourgeois et les patrons de la construction s'en sont donné à cœur joie pour dénigrer la vaillante et héroïque lutte des grutiers. Le fait de débrayer « illégalement » au Québec est très risqué avec des possibilités d'amendes salées, allant jusqu'à 100 000\$ pour une personne morale, et de peines d'emprisonnement, comme c'est arrivé aux principaux dirigeants syndicaux lors de la grève générale de 1972. La présidente de la CCQ qui a été ministre du Travail sous le gouvernement du Parti Québécois de 1999 à 2001, a accusé les grutiers d'égoïsme.

« Ils empêchent des gens de travailler. Ils empêchent que les chantiers se poursuivent comme prévu et allongent les inconvénients que les automobilistes peuvent vivre. Ils vont provoquer des coûts supplémentaires avec les impôts des Québécois. Il faut le faire. Ils sont au-dessus des lois eux autres. » (Diane Lemieux, Québec Matin, date ?)

Une déclaration complètement démagogique et méprisante qui ne fait que montrer l'inquiétude de toute la représentation politique de la bourgeoisie face au défi que représentait la grève des grutiers.

Les dirigeants syndicaux ont tout fait pour étouffer la lutte des grutiers qui échappait à leur contrôle. Le Tribunal administratif du travail avait ordonné aux grutiers au travail le 21 juin sous peine de sanctions. Alors, les chefs des deux centrales qui regroupent les syndicats de grutiers, la FTQ-Construction et le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, se sont empressés de sommer les grévistes de retourner au travail. Les bureaucrates ont assurés les grutiers qu'elles soutenaient leurs revendications, mais qu'il faudrait utiliser d'autres moyens pour les défendre! Une preuve supplémentaire du rôle traître des appareils syndicaux actuels qui cherchent par tous les moyens à défendre le système capitaliste malgré quelques déclarations creuses et symboliques pour duper les travailleurs et les travailleuses de base.

La grève « illégale » des grutiers québécois est un exemple à suivre pour l'ensemble de la classe ouvrière canadienne. La cause qu'ils défendent, au sujet de la santé et de la sécurité au travail, concerne tous les travailleurs et les travailleuses et n'a rien à voir avec un quelconque corporatisme contrairement aux accusations scandaleuses de Lemieux. La classe ouvrière au Québec et dans le reste du Canada doit se libérer du carcan des lois et réglementations bourgeoises qui entravent par tous les moyens possibles le droit de grève.

Le Collectif Révolution Permanente au Canada revendique l'abolition de toutes ces dispositions anti-ouvrières, comme premier pas vers l'intensification de la lutte de classes. Nous préconisons aussi la lutte contre les bureaucrates corrompus au sein des organisations syndicales et l'unification syndicale dans une confédération pancanadienne, démocratique et de lutte de classe. Pour tout cela, il faut créer un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, seul véhicule permettant la victoire des luttes ouvrières et de la révolution socialiste pour en finir avec ce système basé sur la recherche du profit maximum et l'exploitation de la majorité par une infime minorité d'exploiteurs.

30 juillet 2018

TRUMP DÉCLENCHE LA GUERRE ÉCONOMIQUE ET MENACE L'IRAN

DE 1944 À 2016, L'ÉTAT AMÉRICAIN S'EST EFFORCÉ D'ADMINISTRER LE CAPITALISME MONDIAL

La bourgeoisie américaine a pris la suprématie avec la première guerre mondiale.

Les forces productives créées par le capitalisme ne pouvaient plus tenir dans le cadre des forces sociales du capitalisme, y compris dans le cadre de celles de l'État national. De là, la guerre. Quel a été le résultat pour l'Europe ? Une aggravation considérable de la situation... L'Amérique est maintenant la force essentielle du monde capitaliste. (Trotsky, Europe et Amérique, 28 juillet 1924)

Entre la signature du Traité de Versailles (1919) et l'offensive japonaise à Pearl Harbour (1941), la représentation politique de la bourgeoisie américaine, tout en étendant et renforçant sa zone d'influence, a refusé d'assumer l'ordre mondial.

Par contre, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont impulsé des traités économiques multilatéraux (Bretton Woods, AGETAC-GATT...) et bâti des institutions à vocation mondiale (ONU, FMI, BIRD-BM, OMC...). N'ayant pas grand-chose à craindre alors de la concurrence, l'État américain poussait à la baisse des obstacles aux échanges et aux investissements transfrontaliers. Il l'a négociée dans un cadre mondial (AGETAC-OMC). Dans ce cadre, il a prôné l'égalité de traitement pour tous les pays capitalistes (« la clause de la nation la plus favorisée »).

L'État américain administrait le monde sans négliger ses propres intérêts. Cependant, il prenait ainsi des risques. Avec l'offensive contre l'URSS (« guerre froide ») et la révolution chinoise (guerre de Corée), il a complété ce dispositif économique par des alliances régionales militaires (OTAN en 1949, OTASE en 1954...). La supériorité militaire écrasante des États-Unis en matière nucléaire, conventionnelle et de renseignement n'a pas empêché la conquête de l'Est de l'Europe par l'armée de l'URSS, la défaite à Cuba et au Vietnam, des échecs humiliants en Afghanistan et en Irak.

À la fin des années 1970, une partie importante du monde échappait au capitalisme : URSS et Europe de l'est, Chine, Vietnam, Laos, Cuba. Mais l'économie collectivisée était partout fragilisée par l'usurpation du pouvoir par une caste parasitaire et privilégiée. Le capitalisme mondial exerçait une pression économique, idéologique, militaire sur ces États ouvriers dégénérés. L'État américain menait consciemment l'offensive contre tout risque révolutionnaire et pour le rétablissement du capitalisme, en misant sur le fractionnement national de la bureaucratie stalinienne (rupture entre URSS et Yougoslavie, rupture entre Chine et URSS, tensions entre Chine et Vietnam...).

L'économie américaine reste le premier producteur du monde avec un PIB de 19 300 milliards de dollars en 2017 (devant la Chine : 11 900 milliards). Les États-Unis sont le premier extracteur de pétrole et de gaz naturel du monde et le premier exportateur agricole. En matière industrielle, les groupes américains figurent dans de nombreux oligopoles internationaux : raffinage, automobile, aéronautique, armement, électronique, alimentation, pharmacie, produits d'hygiène, articles de sport... Ils sont prépondérants dans la finance et, ensemble, leurs bourses de produits financiers et de matières premières (NYSE, NASDAQ, AMEX...) l'emportent largement sur la

place de Londres. Le dollar occupe de loin la première place devant l'euro dans les échanges de devises (et les produits dérivés des devises).

La recherche et l'enseignement supérieur attirent des chercheurs et des étudiants du monde entier. Il en résulte que les États-Unis l'emportent toujours pour la détention de brevets. La culture étasunienne influence le monde entier. L'anglais, bien que moins parlé que le chinois, est la langue des échanges internationaux, d'autant qu'il était déjà celui de la puissance hégémonique lors du capitalisme ascendant au XIX^e siècle.

Si un pays peut brutaliser le monde, c'est bien les États-Unis. Sa puissance militaire, diplomatique, scientifique, culturelle et son pouvoir économique sont inégalés. (The Economist, 9 juin 2018)

La suprématie américaine est de plus en plus battue en brèche, non seulement par la montée en puissance de l'impérialisme chinois, mais aussi par les vellétés de tous les autres impérialismes qui se glissent dans chaque interstice laissé vacant par l'impérialisme américain. Cette érosion ne peut durer sans conséquences autrement plus graves pour la bourgeoisie américaine.

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA DOMINATION ÉTASUNIENNE

À cause des victoires de l'armée de l'URSS contre l'impérialisme allemand, de la révolution chinoise et de ses risques d'extension en Asie, de la révolution en Yougoslavie et en Albanie, de la montée révolutionnaire en Europe à partir de 1943 (Italie, France...), les gouvernements américains démocrates ou républicains ont ménagé les rivaux impérialistes (Grande-Bretagne, France, Pays-Bas...), voire les ont reconstruits (Japon, Allemagne, Italie...). La guerre du Vietnam a facilité l'émergence de nouveaux capitalismes (Brésil, Corée du Sud...). Comme tout capitalisme émergent, leurs bourgeoisies se sont au début protégées par des mesures protectionnistes.

Alors que l'impérialisme hégémonique avait supporté l'essentiel du fardeau du militarisme, le rétablissement du capitalisme en Europe de l'Est et en Russie à partir de 1989 a bénéficié d'abord aux puissances impérialistes concurrentes d'Europe de l'ouest, en particulier l'Allemagne. Les nouvelles bourgeoisies russe et chinoise se sont appuyées sur la taille de leur territoire ainsi que sur l'héritage culturel et industriel des anciennes économies planifiées pour résister aux anciennes puissances impérialistes et pour se constituer en puissances impérialistes.

Et ce n'est pas du côté de l'Europe que la bourgeoisie américaine pourra se consoler, avec un déficit commercial récurrent et en hausse constante depuis plusieurs années, notamment avec l'Allemagne, ce qui a fait dire à Trump à Davos que « l'Union européenne est injuste avec les États-Unis » (28 janvier 2018). Il l'accuse de maintenir des taxes frappant les exportations américaines plus élevées que celles appliquées aux États-Unis à l'encontre des produits européens. Les États-Unis sont en réalité commercialement déficitaires presque avec la Terre entière, du Canada au Japon, de l'Allemagne à la Corée du Sud, etc.

LA FUITE EN AVANT DANS LE PROTECTIONNISME

Jusqu'à récemment, le gouvernement américain prétextait des vertus du libre-échange pour se faire ouvrir les marchés étrangers. La protection par l'État des entreprises locales ne s'est jamais bornée aux tarifs douaniers, elle peut recourir aux « barrières non-tarifaires » : mesures administratives et normes, marchés publics réservés, subventions, réduction de la taxation des entreprises, manipulation du taux de change, brevets et autres « propriétés intellectuelles », restrictions à l'investissement étranger...

Le message à Pékin est clair : deux fois cette semaine, le gouvernement allemand a empêché les investisseurs chinois de prendre le contrôle d'entreprises allemandes. La banque publique allemande KfW acquiert une participation de 20 % dans l'opérateur de réseau 50Hertz afin d'empêcher l'entrée de la société d'État chinoise SGCC dans son capital. Et la reprise du constructeur de machines-outils westphalien Leifeld Metal Spinning par des investisseurs chinois est interdite. (Deutschlandfunk, 27 juillet 2018)

À cause de la guerre du Vietnam et de l'affaiblissement du dollar, Nixon a amorcé l'abandon par les États-Unis de leurs responsabilités mondiales avec la destruction du système monétaire international mis en place lors des accords de Bretton Woods. En 1971, il décrète unilatéralement l'inconvertibilité du dollar en or.

Trump va beaucoup plus loin dans ce renoncement.

Quand un pays [les États-Unis] perd des milliards de dollars en commerçant, potentiellement avec tous les pays avec lesquels il fait des affaires, les guerres commerciales sont bonnes et faciles à gagner. Par exemple, quand on a un déficit de 100 milliards de dollars avec un pays et qu'il fait le malin, on arrête de faire des affaires et on gagne gros. C'est facile. (Trump, 2 mars 2018)

Perdre sa position, voilà la hantise de la bourgeoisie américaine qui la pousse à accepter bon an mal an Trump, élu avec moins de voix que sa rivale, comme demiurge, malgré toute l'horreur que ses mauvaises manières inspirent à ses élites.

Le maintien d'une classe dominante se révèle chaque jour davantage un obstacle au développement des forces productives industrielles, ainsi qu'à celui de la science, de l'art et en particulier des formes affînées de la vie sociale. Il n'y a jamais eu d'hommes plus grossiers que nos modernes bourgeois. (Engels, La Question du logement, 1872)

À contrepied de la doctrine officielle de ses prédécesseurs démocrates ou républicains, le président des États-Unis rejette les négociations et les accords multilatéraux, augmente unilatéralement les droits de douane, revient sur les engagements des États-Unis. Comme l'expliquait Hegel, le contingent réalise le nécessaire. Avec son style de cowboy et ses solutions à l'emporte-pièce, Trump exprime l'impérieuse nécessité pour la bourgeoisie américaine de se sortir d'une situation qui la mine chaque jour un peu plus, de conserver une base industrielle. Et en même temps, il dévoile son impasse, sauf à marcher à la guerre, économique sans aucun doute, militaire à terme.

Le 31 mai, Trump confirme l'application de 25 % de taxes sur l'acier et 10 % sur l'aluminium européen, ce qui touchera essentiellement l'Allemagne et l'Italie, pourtant de vieux alliés des États-Unis. Sont également concernés d'autres alliés, le Canada et le Mexique, tandis que l'Argentine, le Brésil et l'Australie qui ont accepté de réduire leur production y échappent. Quant à l'acier chinois, c'est dès le mois de mars que ces taxes lui sont appliquées. La Chine est la principale productrice mondiale d'acier et connaît même une crise de surproduction. En partie évincée du marché américain, la Chine cherchera nécessairement à écouler ailleurs sa production, d'où les craintes des

groupes sidérurgistes implantés en Europe. Mais il n'y pas que l'acier qui est dans le viseur américain.

Nous imposerons des droits de douane sur 50 milliards [de produits chinois], puis sur 100 milliards. Vous savez, à un certain point, ils manqueront de munitions. (Trump, 12 avril 2018)

Les États-Unis annoncent le 15 juin la taxation d'une liste de 1 102 produits d'origine chinoise devant s'appliquer à partir du 6 juillet, la Chine ripostant par des mesures similaires à l'encontre de 659 produits américains. L'escalade est engagée puisque Trump menace désormais de taxer à 10 % quelque 200 milliards supplémentaires d'importations chinoises, Xi dénonçant le chantage américain et promettant des représailles.

Évidemment, les autres impérialismes, petits et grands, crient à la trahison des règles du commerce, annoncent des mesures de rétorsion en taxant à même hauteur les produits américains et veulent saisir l'Organisation mondiale du commerce pour faire condamner ces pratiques. Problème : les États-Unis vouent désormais l'OMC aux gémonies, l'accusant de couvrir le dumping de ses concurrents, et bloque la nomination des juges de l'OMC statuant sur l'appel, le rendant ainsi impuissant... Trudeau considère qu'il s'agit « d'un affront pour le partenariat de sécurité existant de longue date entre le Canada et les États-Unis », le président Macron, paraît-il, téléphone à Trump pour lui dire que sa décision est « une erreur et qu'elle est illégale », tandis que la chancelière Merkel dénonce « une escalade qui nuira à tout le monde », ce d'autant que les exportations allemandes d'automobiles sont également désormais menacées d'être taxées par Trump. Au G7 du 3 juin 2017, tous ont condamné les États-Unis.

Si les États-Unis introduisent des sanctions commerciales, y compris en relevant leurs droits de douane, alors tous les fruits des négociations commerciales et économiques deviendront sans effet. (Chine nouvelle, 3 juin 2018)

Lors du G7 des 8 et 9 juin 2018, Trump refuse au bout du compte de signer le communiqué commun laborieusement négocié. Il précise même ses menaces à l'encontre des excédents commerciaux canadien et allemand. Les autres États restent divisés par leurs intérêts propres selon qu'ils estiment avoir plus à perdre ou à gagner à s'engager dans un bras de fer avec les États-Unis. Les bourgeoisies européennes ne décident que de légères mesures de rétorsion, emmenées par l'Allemagne qui est en première ligne des échanges avec les États-Unis. Cette réponse mesurée ne calme pourtant pas l'agressivité des États-Unis puisque Trump menace aussitôt de taxer à 20 %, contre 2,5 % aujourd'hui, toutes les importations de voitures européennes, c'est-à-dire essentiellement l'industrie allemande !

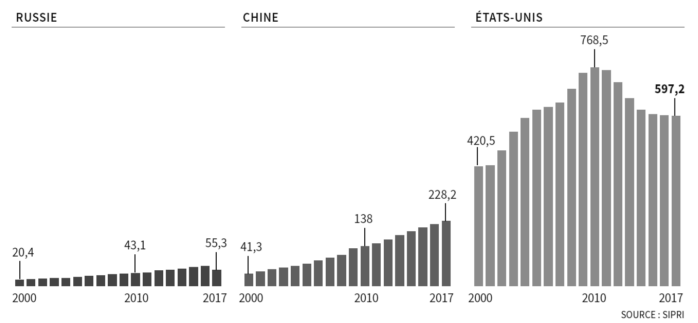
Le pouvoir politique peut causer un grand dommage au développement économique et produire un gaspillage massif. (Engels, Lettre à Conrad Schmidt, 27 octobre 1890)

La guerre commerciale est inséparable du militarisme et constitue le prélude de la guerre tout court.

LES ÉTATS-UNIS NÉGOCIENT UNILATÉRALEMENT AVEC LA CORÉE DU NORD ET ROMPENT L'ACCORD MULTILATÉRAL AVEC L'IRAN

Un autre front, plus directement militaire, a pour cadre la rivalité des États-Unis avec la Chine : la Corée du Nord. Soufflant le chaud et le froid, Trump obtient que la clique stalinienne de Pyongyang gèle ses projets nucléaires. Un sommet entre le dictateur nord-coréen et le président américain se tient le 12 juin à Singapour. Cette initiative a pour but de faire restaurer

DÉPENSES MILITAIRES, EN MILLIARDS DE DOLLARS (DOLLARS CONSTANTS DE 2016)



totalemment le capitalisme en Corée du Nord et donc d'unifier le pays sous son influence. Ainsi, Trump espère faire pression sur la Chine. Au passage, il piétine ses partenaires traditionnels qui ne sont pas associés aux négociations.

Un compromis de ce type est le cauchemar des alliés les plus proches de la région, la Corée du Sud et le Japon. (The Economist, 9 juin 2018)

L'impérialisme américain tente de retrouver un rôle prépondérant au Proche-Orient où il a perdu du terrain. Le 8 mai, Trump annonce le retrait de l'accord conclu en 2015 avec l'Iran et d'autres puissances impérialistes (dont la Russie et la Chine) instituant l'arrêt du programme nucléaire contre une levée progressive des sanctions économiques.

Par conséquent, Trump tente de rallier la Turquie et mise plus que jamais sur Israël et l'Arabie saoudite. Le 6 décembre 2017, il annonce le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, donnant ainsi son plein appui à la poursuite de la colonisation sioniste. Depuis le 30 mars, Netanyahu fait estropier et massacrer des centaines de Palestiniens désarmés à la frontière de la bande de Gaza. Dans la nuit du 9 au 10 mai, 28 avions de l'armée israélienne attaquent des positions iraniennes en Syrie. Le régime islamiste turc peut réprimer à grande échelle. L'armée turque reçoit l'autorisation américaine pour intervenir contre les Kurdes en Syrie et en Irak. Le tyran sanguinaire Assad reçoit l'autorisation de réduire les derniers bastions de ses opposants en Syrie.

Le chef de la diplomatie américaine Pompeo a menacé l'Iran « des sanctions les plus fortes de l'Histoire », indiquant que « l'Iran n'aurait plus jamais carte blanche pour dominer le Moyen-Orient » et qu'il s'apprêtait à « traquer les agents iraniens et leurs supplétifs du Hezbollah à travers le monde pour les écraser ». Pareilles menaces sont calculées pour pousser le régime clérical iranien, qui ne peut capituler sans disparaître, à la fuite en avant et justifier d'autant mieux l'intervention militaire. L'aile la plus conservatrice du régime mise sur le sentiment national et antiimpérialiste. L'État réduit les infimes espaces de liberté conquis par la classe ouvrière et la jeunesse.

Non contents de menacer l'Iran, les États-Unis ont sans aucune ambiguïté averti les autres pays signataires de l'accord avec l'Iran, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne que leurs entreprises s'exposeraient à de lourdes poursuites et sanctions financières si elles maintenaient des relations commerciales et financières avec l'Iran.

Derrière l'Arabie saoudite et Israël, se tiennent les États-Unis ; mais derrière l'Iran, puissance régionale qui a le tort de leur faire de l'ombre, le soutien de la Russie et de la Chine est plus incertain, compte-tenu de l'énorme avantage militaire des États-Unis en cas de confrontation. La pression de l'impérialisme américain sur l'Iran, bien loin de faciliter la lutte des travailleurs et des jeunes iraniens, est un coup supplémentaire, comme elle est un coup supplémentaire porté aux Palestiniens par les encouragements et le soutien donné à la colonisation israélienne en échange de son engagement militaire contre l'Iran.

Pour les travailleuses et les travailleurs conscients, le mot d'ordre de l'opposition à toute sanction économique et toute intervention militaire impérialiste contre l'Iran va de pair avec le soutien aux combats de la classe ouvrière et la jeunesse iraniennes pour renverser la dictature islamiste réactionnaire comme il va de pair avec le soutien aux combats des Palestiniens pour leurs droits contre l'État d'Israël.

LES CONTRADICTIONS INEXTRICABLES DES GOUVERNEMENTS IMPÉRIALISTES

Après avoir beaucoup mis en scène son amitié et sa proximité avec Trump, censées le retenir, Macron a dû déchanter. Aux côtés de Merkel, il a retrouvé des accents combatifs pour s'opposer : « *Ne soyons pas faibles, ne subissons pas ! Accepterons-nous la règle de l'autre ou sa tyrannie ? Qui doit décider de nos choix commerciaux ?* » (10 mai 2018).

Mais derrière les coups de menton, la réalité est cruelle, les bourgeoisies européennes n'ont pas –ou presque– les moyens de préserver leurs entreprises des sanctions américaines. En effet, à partir du moment où les entreprises multinationales européennes font des affaires avec les États-Unis (un marché plus important que l'Iran), elles ne peuvent échapper aux sanctions.

La commission européenne a beau avoir ressorti de la naphthaline un règlement de 1996 dite « loi de blocage » pour empêcher les poursuites américaines en Europe, le parapluie est bien dérisoire. Ainsi après Total, Engie renonce à son tour à s'engager en Iran. L'Allemagne sera la plus touchée, avec notamment Siemens et Daimler, mais aussi l'Italie et la France avec, outre le pétrole et le gaz, PSA et Renault, sans parler des engagements de vente d'Airbus qui touchent à la fois l'Allemagne et la France. Les places perdues par les impérialismes européens devraient être prises par les impérialismes russe et chinois, la Russie étant déjà sous le coup de sanctions américaines et la Chine n'étant pas décidée à céder aux injonctions américaines.

Il n'y a pas d'impérialisme européen à proprement parler. L'Union européenne est un compromis bancal entre des États bourgeois aux frontières trop étroites. L'UE est fragilisée par le départ de la Grande-Bretagne (« Brexit ») mais aussi par la dissidence de pays de la Baltique et d'Europe centrale (« groupe de Visegrád »). Le désaccord est apparu en 2015-2016 avec le refus de la Pologne, de la Tchéquie, de la Slovaquie, de la Hongrie... d'accueillir des réfugiés. Il ne s'est pas atténué depuis que la coalition CDU-SPD dirigée par Merkel a fermé à son tour ses frontières. En effet, les gouvernements « populistes » choisissent l'alliance avec l'impérialisme américain contre l'impérialisme russe... et l'impérialisme allemand. Pour cette raison, bien qu'ils propagent l'antisémitisme en leur sein, ils sont alliés étroitement à Israël.

Le 22 juillet, l'Union européenne semble prête à chercher un compromis avec l'État américain sur le dos de la Chine.

Le président des États-Unis Donald Trump et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker ont annoncé un accord pour désamorcer le conflit commercial entre Washington et Bruxelles qui se traduit par des droits de douane réciproques. Selon une source européenne, un nouveau tarif frappera les automobiles importées aux

États-Unis. L'UE augmentera immédiatement ses achats de soja, déclare Trump qui, de son côté, a promis de reconsidérer les droits de douane qui touchent désormais l'acier et l'aluminium importés d'Europe... Trump a aussi précisé que les EU et l'UE réfléchissent en commun à une réforme de l'OMC. En particulier, elle viserait la Chine qui est accusée de ne pas respecter les droits de la propriété intellectuelle et à l'obliger à transférer sa technologie. (El País, 25 juillet 2018)

Pour Trump, l'échange international est « un jeu à somme nulle » : selon lui, ce qui est gagné par un pays est forcément égal à ce que perd un autre.

Cette vision archaïque relève du mercantilisme. Cette doctrine est dépassée depuis la fin du XVIII^e siècle. Adam Smith et David Ricardo démontrèrent que les échanges internationaux stimulent le développement des forces productives : la richesse mondiale totale est plus élevée avec la spécialisation que si chaque pays restait en autarcie. Évidemment, les « économistes classiques », liés à la bourgeoisie industrielle britannique, oubliaient que le capitalisme a émergé du pillage colonial et laissaient sans réponse la question de la répartition du gain obtenu par la division internationale du travail.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. (Marx, Discours sur le libre-échange, 9 janvier 1848)

L'internationalisation des forces productives est un phénomène irréversible dont même l'économie nationale la plus vaste et la plus forte ne peut s'extraire.

Les entreprises de la métallurgie, constructeurs automobiles en tête, se plaignent des taxes sur l'acier, qui se traduisent par un renchérissement spectaculaire de leur matériau de base... Les annonces d'une possible restriction des investissements chinois dans la technologie américaine ont fait chuter cette semaine le NASDAQ. (Le Monde, 29 juin 2018)

Ainsi, en l'espace de quelques semaines, le monde se retrouve brutalement au bord d'une guerre commerciale généralisée.

Les membres de l'OMC ont mis en place davantage de mesures restrictives pour le commerce entre mi-octobre 2017 et mi-mai 2018 qu'au cours de la période d'examen précédente (de mi-octobre 2016 à mi-octobre 2017), d'après le rapport de milieu d'année du Directeur général sur les faits nouveaux relatifs au commerce présenté aux

Membres le 25 juillet, à l'occasion d'une réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales. (OMC, 25 juillet 2018)

Le retour du protectionnisme des années 1930 comme les nouvelles menaces militaires sont autant de manifestations du pourrissement du mode de production capitaliste, au premier chef de celui de l'impérialisme le plus puissant, les États-Unis.

LE « PATRIOTISME ÉCONOMIQUE » SE CONSTRUIT TOUJOURS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Quand une bourgeoisie nationale perd au jeu de la compétition inhérente au capitalisme, elle invoque la déloyauté de l'étranger et invoque la défense des travailleurs locaux. C'est aussi vrai aux États-Unis qu'en Italie, en Grande-Bretagne ou en France.

Notre industrie a été la cible depuis des années, depuis des décennies même, d'attaques commerciales déloyales. Et ça a provoqué chez nous la fermeture d'usines, de hauts fourneaux, le licenciement de millions de travailleurs, avec des communautés décimées. Eh bien, ça, ça va s'arrêter ! (Trump, 9 mars 2018)

Trump a gagné la présidence en adjoignant à l'électorat habituel du Parti républicain une couche de la classe ouvrière blanche qui votait plutôt pour l'autre parti bourgeois, le Parti démocrate. Il s'adresse de nouveau à la « rust belt » (la ceinture de la rouille), toute cette zone sinistrée par la concurrence internationale mais aussi par les décisions des groupes industriels (dont les délocalisations vers le Mexique et aussi le Sud des États-Unis, moins syndiqué), dont il vise à nouveau les voix pour les prochaines élections (celles de « mi-mandat » en novembre 2018, la présidentielle de novembre 2020). La bureaucratie syndicale de la principale confédération américaine, l'AFL-CIO, aide cette mystification.

Le président Donald Trump, au lieu de se contenter de parler du problème, fait pour la première fois quelque chose pour le résoudre. C'est un premier pas et nous le trouvons positif. (Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, 6 mars 2018)

La bureaucratie de la confédération rivale, CtW (qui s'appuie sur le syndicat des camionneurs IBT), est tout autant sociale-chauvine.

Nous sommes prêts à collaborer avec la Maison blanche et les autres syndicats américains pour défendre ces droits de douane et vérifier leur application afin de protéger les travailleurs américains et notre bien-être national. (James P. Hoffa, président de l'IBT, 8 mars 2018)

C'est une mystification. Aux États-Unis, le protectionnisme censé ramener les usines cause en réalité plus de dégâts qu'il ne crée des emplois. Par exemple, le groupe Ford qui avait renoncé à produire au Mexique un de ses modèles, ce dont Trump s'était grandement vanté, le fabriquera finalement en Chine pour échapper au renchérissement de l'acier qui est importé et donc taxé par Trump ! Les trois principaux constructeurs américains font eux-mêmes produire à l'extérieur, essentiellement au Canada et au Mexique, environ 15 % des automobiles qu'ils vendent sur le marché national.

Quant aux constructeurs étrangers, ils ne se contentent pas d'exporter aux États-Unis leurs véhicules. Pour contourner le protectionnisme de l'État et le chauvinisme des clients, les groupes Toyota, Honda, Hyundai, Nissan et Volkswagen y ont créé depuis longtemps des filiales qui produisent soit pour le marché intérieur, soit pour l'exportation : 17 usines et 65 000 salariés au total. En outre, Fiat a pris en 2010 le contrôle de l'un des trois groupes historiques, Chrysler.

AVANT-GARDE

trimestriel du CoReP au Canada
imprimé par le Groupe marxiste internationaliste
(CoReP en France)

supplément à *Révolution communiste* n° 30
directeur de publication : Étienne Valjy

ISSN : 2273-8762

contact : corepcanada@tutanota.com

site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc... : revolucionpermanente.com

site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

site du GMI / France : groupemarxiste.info

Au bout du compte, d'après le cabinet Trade Partnership Worldwide, si les taxes sur l'acier et l'aluminium pourraient permettre la création de 92 000 emplois, elles devraient en même temps en détruire quelques 250 000 autres. Les travailleurs ne gagneront rien à la guerre économique qui s'annonce, au contraire. Ni aux États-Unis, ni ailleurs. À défaut d'une amélioration quelconque de leur situation, Trump leur vend un nationalisme illusoire. Le populisme, la xénophobie et le racisme sont adoptés par les gouvernements aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie, en Autriche, en Hongrie, en Pologne, etc.

Vous ne pourriez pas croire à quel point ces migrants sont mauvais. Ce ne sont pas des gens, ce sont des animaux. (Trump, 16 mai 2018)

C'est une marque de la putréfaction historique du mode de production capitaliste au stade impérialiste.

Le monde du capitalisme décadent est surpeuplé. La question de l'admission d'une centaine de réfugiés supplémentaire devient un problème majeur pour une puissance mondiale comme les États-Unis. (Trotsky, *Manifeste de la 4^e Internationale*, mai 1940)

C'est aussi la rançon des trahisons des combats révolutionnaires du prolétariat par ses vieilles et nouvelles directions « réformistes ». La crise de direction du prolétariat mondial s'accroît. L'Internationale communiste, qui était une internationale révolutionnaire de masse, est devenue un instrument de la contre-révolution dans les années 1930 en passant sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne de l'URSS. La 4^e Internationale, fondée en 1938 pour la remplacer, éclate dans les années 1950 sous l'influence du stalinisme et du nationalisme bourgeois. On trouve même en France des organisations issues du « trotskysme » (POID, POI) qui renchérisent dans la défense de la nation avec les débris du stalinisme (PCF, PRCF...) et de la social-démocratie (PS, Générations, la France insoumise...).

Défendre la « libération nationale » [dans un pays impérialiste] est une politique qui semble faite exprès pour détourner l'attention des travailleurs des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour les contraindre à chercher l'ennemi principal et la cause première de leur misère hors des frontières. (Trotsky, *La Seule voie*, 14 septembre 1932)

Le socialisme petit-bourgeois ou bourgeois (du travaillisme au stalinisme) fait passer l'étatisme en général et le protectionnisme en particulier comme progressistes alors qu'ils sont portés au paroxysme par le fascisme. Par contre, l'aile internationaliste du mouvement ouvrier a toujours combattu le protectionnisme, de la fondation de la Ligue des communistes en 1847 à la disparition de la 4^e Internationale en 1951-1953.

Ne croyez pas qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste. On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime. (Marx, *Discours sur le libre-échange*, 9 janvier 1848)

Chez les électeurs, il ne pouvait pas ne pas se manifester çà et là des tendances protectionnistes, mais fallait-il en tenir compte ? (Engels & Marx, *Circulaire à la direction du SAPD*, septembre 1879)

La social-démocratie lutte contre le militarisme, le colonialisme, le protectionnisme douanier tout comme elle combat tout l'appareil de base de l'État de classe existant, son administration, sa législation, son système scolaire, etc. (Luxemburg, *L'État-nation et le prolétariat*, 1908)

Ainsi, ceux qui dans le mouvement ouvrier contemporain condamnent les ravages de la « mondialisation » au lieu d'appeler au

renversement du capitalisme et prônent comme le chef de LFI Mélenchon, un « protectionnisme solidaire » (sic), ou bien les partisans du Brexit en Grande-Bretagne du type CPB, SPEW et SWP, se rangent en réalité derrière les fractions les plus réactionnaires de leur bourgeoisie.

POUR L'INDÉPENDANCE DE CLASSE, POUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Ce n'est pas seulement Trump qui pose problème. Tous les gouvernements bourgeois coupent dans les dépenses qui améliorent la vie des travailleurs et dépensent de plus en plus dans l'appareil répressif de l'État (services secrets, armées, polices, prisons...).

Après 15 années consécutives de hausse de 1999 à 2015 et des dépenses relativement inchangées de 2012 à 2016, le total des dépenses militaires mondiales a encore augmenté en 2017. En 2017, les dépenses militaires représentent 2,2 % du produit intérieur brut mondial soit 250 dollars par personne... Les États-Unis continuent d'enregistrer les dépenses militaires les plus élevées au monde. En 2017, ils ont dépensé plus pour leurs forces armées que les sept pays les plus dépensiers suivants... La Chine a enregistré la plus forte augmentation absolue des dépenses en 2017 : 12 milliards de dollars. (Institut international de recherche sur la paix, 2 mai 2018)

La classe ouvrière peut sauver l'humanité de la catastrophe économique, sociale, écologique et politique où mène le maintien de la bourgeoisie.

Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Aussi longtemps cependant que les principales forces productives de la société sont détenues par des groupes, c'est-à-dire des cliques capitalistes isolées et aussi longtemps que l'État national demeure un outil complaisant aux mains de ces cliques, la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour la domination du monde, doit inévitablement assumer un caractère de plus en plus destructeur. Le pouvoir d'État et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. (Trotsky, *Manifeste de la 4^e Internationale*, mai 1940)

Tout dépend de la construction d'une nouvelle internationale ouvrière capable de relever le drapeau du communisme.

27 juillet 2018

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France)

ABC DU MARXISME : QU'EST-CE QUE L'ÉTAT ?

L'État séparé de la population générale et fonctionnant au-dessus d'elle serait nécessaire pour administrer l'économie, protéger la population des voyous et malfaiteurs et résister aux attaques de nations hostiles. Pourtant, toutes les sociétés de la préhistoire et, jusqu'au 20^e siècle, les Guaranis d'Amazonie, les Inuits du Groenland, les Aborigènes d'Australie ou les Sans d'Afrique australe ne connaissaient pas l'État.

En effet, l'État est un produit de la division de la société en classes ; leur antagonisme irréconciliable nécessite d'être contenu par une institution placée au-dessus de la société. Celle-ci, tout en maintenant l'équilibre de la société, sert principalement la classe dominante, celle qui possède pour l'essentiel les moyens de production et vit du travail d'autrui. La position apparente de l'État au-dessus de la société résulte de la domination d'une classe sur les autres.

Alors que dans la société primitive sans classes ni État, aucun chef, aussi puissant soit-il, n'avait le moyen de priver un être humain des zones de culture, de chasse et de pêche, avec la généralisation de la culture et de l'élevage, on vit progressivement apparaître des groupes d'hommes qui accaparèrent ces ressources naturelles ; en pratique, ils obligèrent d'autres hommes et femmes à travailler à leur service. Pour maintenir cette exploitation, ils s'entourèrent de prêtres chargés de justifier et d'hommes armés chargés d'imposer. Ainsi étaient nées les classes sociales, l'une dominée et exploitée, l'autre dominante et exploiteuse, ainsi que l'État aux mains de cette dernière.

Différents types de sociétés, donc d'État, ont existé. Dans l'Antiquité, la classe dominante était celle des propriétaires d'esclaves, l'État s'appuyait sur une puissante armée dont la principale fonction était d'asservir le plus grand nombre de peuples, de fournir de nouveaux esclaves et de réprimer les révoltes des esclaves et des peuples dominés. Le Moyen-Âge ouest-européen ou japonais vivait sous la domination de la noblesse féodale, donc le pouvoir reposait sur de larges domaines travaillés par des paysans soumis au servage.

Actuellement, la classe dominante est la bourgeoisie, détentrice du capital, et les divers États (à l'exception de Cuba et de la Corée du Nord où le capitalisme n'a pas encore été pleinement rétabli) sont des États bourgeois. Leur forme peut varier, monarchie ou république, tyrannie fasciste, autoritarisme bonapartiste ou démocratie parlementaire, théocratie, régime concordataire ou laïcité, mais ils gardent tous en commun la même fonction primordiale : assurer le fonctionnement du capitalisme, préserver le profit, ce qui nécessite de maintenir la classe ouvrière en position dominée.

Même si tout État bourgeois sert à préserver l'exploitation de la classe ouvrière, celle-ci ne peut pas être indifférente

au régime politique, car elle a besoin de droits et de libertés pour se défendre puis conquérir le pouvoir. La république démocratique reste le cadre où le prolétariat a le plus de latitude pour mener sa lutte émancipatrice. De plus, elle permet aux travailleurs de comprendre que leurs problèmes ne sont pas dus à la monarchie, au cléricisme ou au fascisme, mais bien au mode de production capitaliste.

Avec la conquête du suffrage universel au 20^e siècle, les dirigeants travaillistes, puis les sociaux-démocrates et enfin les staliniens affirmèrent qu'il était possible de passer pacifiquement au socialisme, la classe ouvrière pouvant conquérir l'État par les urnes et le transformer pour le mettre à son service. C'est une illusion dangereuse. En effet, si les députés et parfois le président sont élus, l'état-major, les chefs policiers, les magistrats, les hauts fonctionnaires restent inamovibles, bien décidés à maintenir l'ordre capitaliste. Aussi les ministres « ouvriers » finissent toujours par se rallier à la soi-disant « réalité du marché », à savoir la dictature de la bourgeoisie, et puis s'ils ne se montrent pas suffisamment capables de l'imposer aux travailleurs qui les ont élus, la bourgeoisie peut faire appel à un Bonaparte, voire aux aventuriers et voyous fascistes, pour les chasser et infliger une répression féroce à la classe ouvrière.

Pour établir le régime des travailleurs expropriant le capital et allant vers le communisme, la classe ouvrière doit complètement détruire l'État bourgeois, dissoudre et désarmer l'armée professionnelle, la police et la gendarmerie, supprimer la haute magistrature, les corps de hauts fonctionnaires et les cabinets ministériels, et instaurer ses propres organes de pouvoir. Mais pour désarmer et vaincre la bourgeoisie, elle doit d'abord s'armer et créer ses organes de lutte pour la conquête du pouvoir.

La Commune de Paris en 1871 et les révolutions en Russie de 1905 et 1917 ont donné la meilleure forme pour les organes permettant à la classe ouvrière de conquérir et garder le pouvoir. Pour éviter qu'ils ne soient captés par des arrivistes, des bureaucrates et des larbins de la bourgeoisie, trois règles s'imposent : (a) tous les élus sont révocables à tout moment ; (b) toute fonction étatique ou politique est rémunérée par un salaire ne dépassant pas celui d'un ouvrier qualifié ; (c) les couches les plus larges de la population travailleuse doivent être associées aux fonctions de gouvernance. Ainsi devra fonctionner l'État de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, qui ne ressemblera en rien aux États des diverses classes exploiteuses qui règnent depuis plusieurs millénaires.

Quand le capitalisme aura été renversé à l'échelle planétaire, que l'exploitation ne sera plus qu'un lointain mauvais souvenir, que la population vivra dans l'abondance et que le travail aura cessé d'être un fardeau mais s'apparentera à un loisir, alors l'État finira par s'éteindre, et l'humanité vivra en pleine liberté.

